



ACTION 'Encerclons le European Business Summit', 15 mai à Bruxelles

Geplaatst op vrijdag 04 april 2014 | 



Le 15 mai, les plus grandes entreprises invitent nos décideurs (Karel de Gucht, Didier Reynders, Guy Verhofstadt, etc.) au palais d'Egmont pour le European Business Summit. Les organisateurs de cette grande messe du lobbyisme annoncent leur objectif: influencer les leaders européens à quelques jours des élections. Le partenariat transatlantique (TTIP) sera au centre des discussions.

Négociant loin de tout débat démocratique, refusant de rencontrer ceux qui s'y opposent, Karel de Gucht ouvre grand ses oreilles pour le big business, qui voit en ce traité une occasion immanquable d'augmenter son pouvoir au sein de l'UE. L'Alliance D19-20 appelle les citoyens à encercler le Palais d'Egmont pour protester contre ces politiques.

15 mai 2014: démocratie en danger!

Nous ne les laisserons pas faire!

Ce 15 mai, dès 7h du matin, protégeons notre démocratie!

Encerclons le palais d'Egmont!

Alliance D19-20

L'Alliance D19-20 rassemble des agriculteurs-trices, citoyen-ne-s, travailleur-ses, chômeurs-euses, artistes, représentant-e-s de syndicats, d'ONG, d'asbl, des collectifs de militants et d'activistes, etc. qui luttent contre les politiques d'austérité et le partenariat transatlantique (libre-échange Union Européenne-USA) porté par Karel de Gucht, commissaire européen au commerce. Ces membres actifs de la société civile belge sont déterminés à construire et maintenir un rapport de force contre les attaques menées par l'Union Européenne et subies par toutes les couches de la population.

Regardez le video du European Business Summit,

réalisé par Business Europe mais introduit par Barroso, avec des politiciens Belges (Didier Reynaud, Kris Peeters) et aussi le chef d'ArcelorMittal Gent (Wim Van Gerven), qui tous soulignent l'importance de l'accès de business aux politiciens pour être mieux entendu (et la croissance, compétitivité etc).

***Austérité:** Politique qui vise à faire payer la crise par les travailleurs, avec ou sans emploi, alors que les auteurs de la crise sont non seulement dispensés de toutes responsabilités mais directement bénéficiaires de ces mesures.

TTIP: Traité de libre-échange UE et USA, qui forcera l'ouverture des marchés publics, accentuera la mise en concurrence des travailleurs, écrasera les petits producteurs (agricoles et autres), abaissera les normes de protection sociales, sanitaires et environnementales existantes, permettra l'usage de produits chimiques et de méthodes de production aujourd'hui interdites en Europe, empêchera de nouvelles régulations du monde bancaire, surprotéger la propriété intellectuelle, contraindra les pays du sud à accepter ces rapports commerciaux défavorables à la souveraineté, donnera le droit aux investisseurs de poursuivre un état devant une justice privée et de faire payer les citoyens et limitera très sérieusement nos capacités législatives.